



DÉCLARATION LIMINAIRE CDEN DU 26 NOVEMBRE 2024

Ce CDEN se tient dans un contexte très inquiétant. Alors que les Français·es se sont mobilisé·es pour éviter le pire début juillet, un gouvernement minoritaire dans les urnes a été nommé. Outre le fonctionnaire bashing précédemment abordé, il semble que ce gouvernement se donne pour mission de continuer la politique de casse des Services publics, dont celui de l'Éducation nationale, comme le fait le président Macron depuis 7 ans.

Malgré le pseudo soutien de la ministre de l'Éducation nationale aux enseignant·es (justification absurde des suppressions d'emplois par la démographie, justification sans fondement des mesures punitives sur nos rémunération en cas de maladie), la formation et l'émancipation de toute la jeunesse de notre pays n'est plus une priorité. Les mesures de tri des élèves s'accumulent et forment une cohérence délétère depuis sept ans : Bac Blanquer, ParcoursSup, réforme des lycées professionnels, groupes de niveau, DNB couperet pour l'entrée en 2^{nde}... autant de mesures de tri dont les élèves les plus fragiles scolairement et socialement sont les premières victimes.

Concernant l'ordre du jour, nous ne pouvons que nous inquiéter encore plus suite à l'annonce de la baisse drastique des dotations imposées par le gouvernement aux collectivités locales. Ceci aura un impact certain dans l'Éducation : dotations de fonctionnement, entretien des établissements, financements hors compétences, nombre d'agent·es... alors que le bâti scolaire est parfois très dégradé et qu'aucun établissement n'est adapté au changement climatique, que le nombre d'agent·es est insuffisant et qu'ils ne sont pas remplacés ou pas complètement en cas d'arrêts longs. En effet, le non-remplacement, ou mal-remplacement, des agent·es du Conseil départemental est la première source d'inquiétudes des personnels quand on les interroge sur l'action du CD 87 dans les collèges. Ces agent·es sont indispensables au bon fonctionnement des établissements et à la qualité de vie dans les collèges. Nous ne méconnaissons pas le contexte, mais des améliorations doivent être apportées dans ce domaine.